

Eure

La fausse info de l'éducation sexuelle

LA DÉPÊCHE | vendredi 7 septembre 2018
323 mots | -



À Louviers aussi on s'inquiète. (DR)

'Éducation' et 'sexualité'. Pris séparément, ces deux mots tendent rapidement vers la polémique. Mis ensemble, c'est le combo suprême !

Cette fois, les réacs de la Toile se sont trouvés une nouvelle cible. Après [Najat Vallaud-Belkacem](#) quand elle était ministre de l'Éducation nationale sous [François Hollande](#), c'est maintenant à [Marlène Schiappa](#), la secrétaire d'État auprès du Premier ministre, d'être visée. Où plus précisément sa circulaire relative à l'éducation à la sexualité.

Sur les réseaux sociaux, des messages l'affirment sans une once de circonspection : on enseignerait la masturbation à l'école dès 4 ans. À en croire certains, nos chères têtes blondes seront pour le moins précoces cette année... Sauf que c'est du vent ! L'École publique n'enseignera pas la sexualité ou le plaisir de manière libérée (délivrée, comme ça vous aurez la chanson dans la tête). Tout vient en réalité d'un faux document, prétendument extrait du programme scolaire, qui provient d'un rapport suisse daté de 2008 et intitulé 'Document établissant les bases d'une éducation sexuelle à l'école'. Il s'agissait alors d'une description des étapes du développement psychosexuel des enfants et adolescents, non pas d'une quelconque préconisation d'enseignement.

Mais il en est toujours pour mordre à l'hameçon. Ce lundi 3 septembre, une trentaine de personnes étaient rassemblée devant la préfecture de [l'Eure](#) pour protester contre cette circulaire de la secrétaire d'État. « **Il n'est pas question d'une éducation explicite à la sexualité, ou de transmettre des connaissances prématurées, mais d'insister sur les notions de respect d'autrui, de connaissance de soi** », fait savoir la préfecture. Arnaud Gillet, le directeur de cabinet du préfet, est lui-même allé à la rencontre de ces individus inquiets.

Le même scénario s'est produit à [Louviers](#). Des parents d'élèves ont renoncé à la dernière

minute d'amener leurs enfants, avançant ce prétexte pour justifier leur geste. Le personnel des écoles a immédiatement réagi pour rassurer ces parents inquiets.